

Conférence

« Développements au Moyen-Orient, approches française et européenne »

17 janvier 2017

Une conférence s'est tenue le mardi 17 janvier 2017 à la salle Victor Hugo de l'Assemblée nationale pour aborder « les développements au Moyen-Orient, la nouvelle donne outre-Atlantique et les approches française et européenne. ». Invitée par le Comité Parlementaire pour un Iran Démocratique (CPID), la présidente-élue du Conseil National de la Résistance Iranienne, Maryam Radjavi, l'ambassadeur Lincoln Bloomfield, ancien Secrétaire d'Etat adjoint américain, et le Dr Alejo Vidal Quadras, ancien Vice-Président du Parlement Européen étaient les principaux orateurs de la conférence. Plusieurs députés, dont Dominique Lefebvre, Michel Terrot, Brigitte Allain, Martine Carrillon Couvreur, Pascal Deguilhem, Philippe Gosselin, ainsi que, François Colcombet, Jean Pierre Michel ont pris la parole.

Les députés Pierre Aylagas, Jean Grellier, Federic Reiss, Bernard Lesterlin, et les personnalités, Alain Vivien, Yves Bonnet, Emmanuel Poilane ont participé à cette conférence.



Les orateurs ont souligné le rôle du régime des mollahs comme principale cause de guerres, de crises et d'insécurité dans la région. Ils ont déclaré que l'adoption par les États-Unis et l'Europe d'une politique de fermeté contre le régime théocratique de Téhéran est une condition nécessaire à la paix et à la démocratie dans la région. Ils ont exhorté la France à prendre des mesures pour expulser les pasdarans et leurs milices de la Syrie et de l'Irak et à jouer un rôle majeur dans la région.

Maryam Radjavi : « Avec la mort de Rafsandjani, s'effondre l'un des deux piliers du régime, rapprochant ainsi la théocratie de sa fin. Pendant 38 ans, Rafsandjani a joué un rôle crucial dans la répression, l'exportation du terrorisme et la quête de la bombe atomique. Khamenei et les factions les plus agressives vont se replier davantage et se tourner vers l'exportation de l'extrémisme, du terrorisme et des projets nucléaires. La théocratie affaiblie craint des troubles, surtout à l'approche de la mascarade électorale du mois de mai. »

Dominique Lefebvre, député du Val-d'Oise : « Je rappelle ici la position fondamentale de notre comité parlementaire sur la question des relations franco-iraniennes et d'une manière plus générale encore, sur celles de l'Union européenne vis-à-vis de l'Iran. Une position de principe qui devrait, à notre avis, guider le programme de tout candidat à l'élection présidentielle en matière de politique internationale. Pour nous, l'Iran dont il est acquis que les dirigeants ne respectent pas les normes internationales, ne peut à ce jour en aucun cas constituer un partenaire fiable dans le combat pour éradiquer le phénomène néfaste de l'intégrisme islamiste au Proche et au Moyen-Orient. Nous maintenons que l'amélioration de la situation des droits de l'homme en Iran doit être une condition préalable de tout développement de relations diplomatiques et commerciales avec le régime en



place à Téhéran et que celles-ci devraient être mesurées à l'aune de l'arrêt des exécutions, de la libération des prisonniers politiques et au respect de la liberté d'expression et d'association. »

Michel Terrot, député du Rhône : « Il y a plus d'un an, nous nous posons la question de savoir si l'Iran était la solution ou le problème dans la crise que connaît le Moyen-Orient. Et nous étions arrivés avec une parfaite unanimité à dire que la réalité s'imposait à nous tous, l'Iran était en réalité le problème de la crise du Moyen-Orient. Et je suis de ceux qui pensent que si Daesh existe, c'est essentiellement par le fait que l'Iran a soutenu aussi bien en Irak hier, et encore aujourd'hui, et aussi en Syrie, des milices qui de par leurs comportements ont rendu cette situation extrêmement difficile. L'Iran nous le savons bien, est une dictature théocratique dans laquelle les libertés les plus fondamentales ne sont pas exercées, qui impose la charia à tous ses habitants, et qui continue à battre des records dans le domaine des exécutions capitales. »



Martine Carrillon-Couvreur, députée du Nièvre : « je voudrais vous exprimer le soutien de notre comité à votre action, Madame la présidente (Radjavi), à vos combats pour la démocratie pour enfin voir cet Iran démocratique auquel nous aspirons tous. Je voudrais aussi vous exprimer notre soutien et mon soutien bien sûr, et notre vigilance pour le respect des droits de l'homme. »



Philippe Gosselin, député de la Manche : « C'est le respect des valeurs communes, forcément avec la diversité de nos cultures, et toujours dans la complémentarité. En tout cas, soyez surs qu'au-delà de nos diversités, au-delà de celles et ceux qui sont là ce soir, il y aura toujours à droite comme à gauche, dans le respect de nos différences, des parlementaires français à vos côtés, pour porter la cause que vous soutenez, pour porter cette cause noble qui est celle du peuple iranien, et oui, il y aura toujours à l'Assemblée nationale et au sénat français des parlementaires aux côtés de l'Iran démocratique. »



Brigitte Allain, députée de la Dordogne : « En soutenant le Conseil National de la Résistance Iranienne, qui porte les valeurs de démocratie, d'égalité, de liberté, de laïcité, nous défendons ces droits humains dans le monde entier. Le Conseil National de la Résistance Iranienne porte une réponse très claire contre l'extrémisme et l'instrumentalisation de l'Islam et de la religion. Je veux vous saluer Mme Radjavi, vous êtes une femme éprise de justice et de liberté qui se bat pour l'égalité totale entre les femmes et les hommes. Et comme nous tous ici rassemblés, pour l'éradication de l'extrémisme dans cette région du monde »



Pascal Deguilhem, député de Dordogne : « Notre responsabilité, dans les démocraties européennes, c'est d'être auprès du peuple opprimé par le régime des mollahs en Iran, pour faire que la question démocratique arrive en pleine lumière, soit traitée, parce qu'il en va bien sûr de l'intérêt de la population iranienne, mais il en va aussi de l'intérêt de nos propres populations, de notre propre devenir. Alors c'est ce sur quoi je crois chacun, chacune d'entre nous ont de l'espoir pour les années à venir, maintenant que la question cruciale, centrale - qui je sais nous a occupé ces dernières années sur la question du camp Liberty - aujourd'hui dans la continuation de nos interventions, des soutiens qu'on peut vous apporter Mme la présidente, apporter à la résistance iranienne, et de faire que sur cette question des droits fondamentaux et des libertés, nous ne transigions jamais.



M. Alejo Vidal-Quadras, le président du « Comité international pour la Justice » (ISJ) et ancien vice-président du Parlement européen: Les illusions ont commencé lorsqu'on a débuté à négocier avec ce régime sur son programme nucléaire. Nombreux étaient les diplomates, les médias, les députés, qui disaient que une fois l'accord sera signé avec l'Iran, nous assisterons à un changement du comportement de son régime à l'intérieur du pays à l'égard de ses propres citoyens et vers l'extérieur, à l'égard de ses voisins. L'UE a joué un rôle central dans ces négociations. Un an et demi après la signature de l'accord il est temps de faire un constat : le pouvoir iranien est devenu plus répressif que jamais vis-à-vis de son peuple et plus agressif vis-à-vis de ses voisins.



Ambassadeur Lincoln Bloomfield, ancien Secrétaire d'Etat adjoint américain : « Et ainsi un certain nombre d'éminents Américains, mais bon nombre de ceux qui sont venus à Paris à plusieurs reprises et qui connaissent très bien la Résistance ont écrit une lettre au Président élu Trump, qui a été transmise à l'administration et a été publiée il y a de cela deux jours. Elle a été signée par vingt-trois Américains dont vous reconnaissez les noms et elle explique la thèse réelle de la vulnérabilité du régime des mollahs et comment ses activités sont incompatibles avec le projet que l'Occident a pour le droit international, et pour les normes universelles relatives aux droits de l'homme, incompatibles avec ces piliers très fondamentaux de stabilité dans le monde et ne peuvent pas être conciliées.(...) L'autre message important de cette lettre est que les États-Unis sont invités à dialoguer avec le Conseil National de la Résistance iranienne.

